



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/39
3 mai 2019

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quatre-vingt-troisième réunion
Montréal, 27– 31 mai 2019

**EXAMEN DU RÉGIME DES COÛTS ADMINISTRATIFS :
ANALYSE DÉTAILLÉE PAR PAYS DES BUREAUX DE GESTION DE PROGRAMME,
DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS ET DES AGENCES
D'EXÉCUTION, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES ACTIVITÉS ET LE
FINANCEMENT AU TITRE DU PROGRAMME D'AIDE À LA CONFORMITÉ, DES
COÛTS DE BASE ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉGIME DES COÛTS
ADMINISTRATIFS, ET DES INFORMATIONS SUR LES VÉRIFICATIONS
INDÉPENDANTES NATIONALES (DÉCISION 82/82 B)).**

Historique

1. À sa 79^e réunion, le Comité exécutif avait examiné, conformément à la décision 75/69(b), (c) et (d), un rapport sur la révision du régime des coûts administratifs du Fonds multilatéral et de son budget de financement de base afin de contribuer à l'analyse des coûts administratifs pour le triennat 2018-2020¹.
2. Par la suite, le Comité exécutif avait demandé au Secrétariat entre autres de préparer pour la 82^e réunion un document sur les fonctions et les coûts associés aux bureaux de gestion de projets (BGP), ainsi qu'une analyse de leurs liens avec le renforcement des institutions (RI); le programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE; le financement de la préparation des projets; les coûts d'appui pour les activités de mise en œuvre et de vérification des projets; ainsi que la mesure dans laquelle les agences sous-traitent des tâches administratives à d'autres institutions (décision 79/41(f)).

¹ L'étude devait entre autres déterminer le niveau approprié de coûts d'appui de programme pour administrer des projets financés par le Fonds, et mettre à jour les définitions des divers éléments pertinents des coûts administratifs, notamment les coûts unitaires de base, le Programme d'aide à la conformité, les services centraux, l'agence d'exécution, l'intermédiaire financier et le bureau de gestion des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/43).

3. En application de la décision 79/41(f), le Secrétariat a présenté à la 82^e document un document² contenant une analyse des fonctions et des coûts associés aux BGP et de la mesure dans laquelle les agences sous-traitent leurs fonctions administratives à d'autres institutions.

4. Durant les débats subséquents,³ les membres ont exprimé leur satisfaction à l'égard de ce document qui a facilité la compréhension des aspects des Bureaux de gestion de programme, notamment le manque de cohérence dans l'utilisation de l'Appendice 5-A aux Accords du Comité exécutif sur la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), afin de clairement décrire et définir les rôles et les responsabilités des Bureaux de gestion de programme et des Bureaux nationaux de l'ozone. Le Comité exécutif a demandé un complément d'information pour mieux comprendre la différence entre les rôles et responsabilités respectifs du Bureau de gestion de programme et du Bureau national de l'ozone. Il a été suggéré de préparer une analyse supplémentaire plus détaillée du rôle du Bureau de gestion de programme par rapport au Bureau national de l'ozone concernant la collecte et de la diffusion des données soumises en vertu de l'article 7 au titre du Protocole, des données financières sur le financement des BGP par rapport au financement du renforcement des institutions (RI) pour les BNO, par pays, du niveau de cohérence dans l'interaction entre les BGP et les BNO en vue de soutenir la mise en œuvre des PGEH, et sur les rôles et les responsabilités des BGP, des BNO et des agences d'exécution, et sur le processus de vérification et les coûts connexes comme base pour de futurs échanges sur les activités de contrôle, de vérification et d'établissement de rapports de mise en œuvre des activités d'élimination des SAO.

5. Par la suite, le Comité exécutif a demandé au Secrétariat, entre autres, de préparer pour la 83^e réunion, en consultation avec les agences d'exécution, un document offrant une analyse détaillée par pays des Bureaux de gestion de programme, des projets de renforcement des institutions et des agences d'exécution, notamment en ce qui concerne les activités et le financement au titre du Programme d'aide à la conformité du PNUE, des coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale et des autres éléments du régime des coûts administratifs, et des informations sur les vérifications indépendantes nationales; (décision 82/82(b)).

6. Le Secrétariat a préparé le présent document pour donner suite à la décision 82/82(b)).

Portée du document

7. La présente note offre une autre analyse des informations figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/63, en particulier les éléments inclus dans la décision 82/82(b), et une description des droits et des coûts de la mise en œuvre d'activités financées par le Fonds. Elle fait une analyse par pays des informations collectées de l'examen de la phase I des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), et des demandes de RI. L'analyse est fondée sur un grand nombre de politiques et de décisions liées aux éléments inclus dans la décision 82/82(b), à savoir les BGP, les projets de RI, les agences d'exécution (incluant le PAC du PNUE et les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale), des autres éléments du régime des coûts administratif du Fonds, et des vérifications faites au titre des PGEH.

8. Le présent document est également fondé sur les entretiens avec des agences bilatérales et des agences d'exécution, dans des réunion de coordination inter-agences (RCIA), dont la dernière réunion tenue en mars 2019, ainsi que durant des rencontres bilatérales avec chaque agence. Le document incorpore de précieux renseignements communiqués dans le passé par les agences d'exécution et spécifiquement pour le présent document. Les renseignements sont résumés dans

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/63

³ Paragraphe 283 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72

l'Annexe I au présent document. Le Secrétariat note avec satisfaction les délibérations fructueuses tenues avec les agences et les informations qu'elles ont fournies.

Droits et coûts relatifs à la décision 82/82(b)

9. Depuis l'établissement du Fonds multilatéral en 1991, le Comité exécutif a fait un examen continu des coûts administratifs du Fonds. À sa 26e réunion, le Comité exécutif a approuvé la définition des coûts administratifs et la constitution d'éléments admissibles pour le remboursement de ces coûts, les différenciant des coûts de projet associés à la mise en œuvre et la gestion des projets (décision 26/41). En 2001-2002, dans le cadre de la planification stratégique du Fonds multilatéral, le Comité exécutif a adopté une démarche axée sur les pays, il a approuvé l'établissement du PAC⁴, par sa décision 35/5, et il est convenu de couvrir les coûts unitaires de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, avec une réduction des coefficients progressifs d'attribution des coûts d'appui des agences.⁵

10. Depuis l'approbation des deux premiers PGEH à la 60e réunion, les rôles et les responsabilités des BNO, des BGP et des agences bilatérales et des agences d'exécution ont augmenté. En plus d'approuver les tranches de PGEH qui incluent le financement des BGP, le Comité exécutif a approuvé séparément le financement de la préparation de nouvelles phases des PGEH, la préparation d'activités de vérification de la consommation de HCFC dans les pays à faible consommation (FVC), le renouvellement de projets RI (tous les deux ans) conformément à la décision 74/51;⁶ ainsi que les budgets du PAC du PNUE et les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale.

11. • Le Tableau 1 présente un résumé des rôles, des responsabilités et des modalités de financement liés aux éléments suivants: RI; BGP établis pour la mise en œuvre de PGEH; agences bilatérales et agences d'exécution dans la mise en œuvre des BGP; PAC du PNUE; et coûts unitaires de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale.

Tableau 1. Aperçu⁷ du RI, des BGP, des agences bilatérales et des agences d'exécution, du PAC et des coûts unitaires de base

Source de financement	Rôles et responsabilités	Modalités de financement
IS	Dans pratiquement tous les pays visés à l'Article 5 qui reçoivent le soutien du Fonds multilatéral, le BNO coordonne la mise en œuvre des activités du Protocole de Montréal, et l'exécution des obligations d'élimination du pays qui sont énoncées dans son accord avec le Comité exécutif. Avec l'appui des agences bilatérales et des agences d'exécution, la capacité des BNO est	Le financement est renouvelé tous les deux ans sur réception d'un rapport périodique de la période antérieure de deux ans, ainsi que d'un plan d'action pour la prochaine période de deux ans

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/67.

⁵ Le régime actuel des coûts administratifs applicables au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale comprend un financement des coûts de base annuels permettant une hausse annuelle pouvant atteindre 0,7 %, sous réserve d'examen annuel, et des coûts d'appui d'agence de 7,0% pour des projets donc les coûts sont égaux ou supérieurs à 250 000 \$US, incluant les renouvellements du RI et de la préparation de projets; des coûts d'appui d'agence de 9,0% pour des projets de moins de 250 000 \$US; et des coûts d'appui d'agence maximaux de 6,5 %, à déterminer au cas par cas pour des projets dans le secteur de la production.

⁶ Le Comité exécutif a approuvé tous les projets et renouvellements de RI à un niveau supérieur de 28% au niveau convenu depuis toujours, avec un niveau minimal de financement RI de 42 500 \$US par an, afin de continuer à appuyer la conformité au Protocole de Montréal et de répondre aux difficultés liées à l'élimination des HCFC. Le Comité a également décidé d'examiner le RI, incluant les niveaux de financement, à la première réunion du Comité exécutif en 2020.

⁷ Cet aperçu est fondé sur des informations présentées dans des documents antérieurs examinés par le Comité exécutif

Source de financement	Rôles et responsabilités	Modalités de financement
	<p>renforcée grâce au financement du RI dans la mise en œuvre d'une série d'activités, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparer la stratégie nationale pour l'élimination des SAO, incluant souvent la coordination des parties prenantes, et en consultation avec un Comité national de l'ozone • Faciliter la ratification des amendements au Protocole de Montréal • Mettre en place et appliquer des lois et des règlements pour réglementer et surveiller les substances réglementées • Gérer la collecte, l'analyse et la soumission de rapports sur les données de consommation et de production au titre de l'Article 7 et de rapports en cours sur la mise en œuvre des PP • Coordonner les parties prenantes, par ex. les institutions gouvernementales, les autorités douanières, les importateurs/exportateurs et les commerçants, l'industrie et les associations de l'industrie et du commerce, les centres de formation et les ONG • Établir des liens entre les autorités gouvernementales et le Comité, le Secrétariat et les agences • Intégrer les questions de protection de la couche d'ozone dans les plans nationaux • Sensibiliser les parties prenantes, y compris le public 	<p>Les budgets pour le RI couvrent la rémunération du personnel et les coûts d'exploitation des bureaux de l'ozone</p> <p>Les coûts d'appui d'agence sont de 7,0% pour les projets RI du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale; les coûts d'appui d'agence ne sont pas applicables aux projets RI du PNUE.</p>
<p>BGP au titre des PGEH</p>	<p>Réalisation quotidienne des projets d'investissement (le cas échéant), programmes de formation, assistance technique et activités de sensibilisation figurant dans les PGEH approuvés</p> <p>Le BGP apporte son soutien au BNO et aux vérificateurs indépendants concernant la procédure de vérification (par exemple, rencontres avec les acteurs compétents, coordination des collectes de données, et contributions aux résultats d'analyses)</p> <p>Le BGP assume généralement, sous la supervision du BNO, le rôle de coordination des acteurs non-gouvernementaux ou de certains services gouvernementaux, des associations de l'industrie, des instituts de recherche, l'office de normalisation, l'institut de formation et le bureau des statistiques, aux fins de la mise en œuvre des activités des PGEH.</p> <p>Le BNO assume la principale responsabilité de la collecte, l'analyse et la communication de données; dans certains cas, le BGP participe à la collecte et l'analyse des données de consommation des substances</p>	<p>Le financement est accordé sur la base du financement général proposé pour le PGEH, compte tenu du type d'activités à exécuter durant la phase générale du PGEH</p> <p>Le niveau de financement recommandé pour le BGP repose sur les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les pays non-FNC, le financement est calculé en fonction d'une moyenne de 5%, avec un plafond de 10% du financement total demandé pour le PGEH; et • Pour les pays FVC, la surveillance et la coordination des projets sont intégrées dans le financement admissible pour chaque pays⁸, l'allocation ne devant pas dépasser 20% du financement total pour chaque phase du PGEH <p>À la différence du RI, le pays dispose d'une certaine souplesse pour réattribuer les</p>

⁸ Décision 60/44 et 74/50

Source de financement	Rôles et responsabilités	Modalités de financement
	réglementées en rapport avec la mise en œuvre du PGEH	fonds approuvés pour les BGP à des activités d'élimination. Par contre, les décaissements au BGP par les agences d'exécution ne peuvent dépasser le niveau de financement maximal approuvé
Agences bilatérales / d'exécution	<p>Les rôles et responsabilités des agences bilatérales et des agences d'exécution concernant les PGEH sont décrits dans l'Appendice 6 de l'Accord, comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Agence principale</u>: Assurer la vérification des performances et la vérification financière conformément aux Accords et aux procédures et exigences internes particulières (excepté en Chine, où la Banque mondiale assure la vérification des performances); préparer des rapports périodique sur les tranches de financement précédentes et des plans d'action pour la tranche de financement suivante; vérifier de façon indépendante si les objectifs d'élimination ont été atteints et si les activités connexes ont été exécutées; répondre aux exigences de compte rendu pour les rapports périodiques et les plans généraux; assurer que des experts techniques indépendants fassent les examens techniques nécessaires; effectuer des missions de supervision; assurer que le mécanisme en place permette une mise en œuvre effective et transparente du plan d'élimination et la communication de données exactes; et appui pour la politique et la gestion et soutien technique • <u>Agence coopérante</u>: Offrir de l'assistance pour la politique et la gestion et du soutien technique selon les besoins, conformément au paragraphe 1(m) de l'Appendice 5-A; exécuter et évaluer les activités financées par l'agence coopérante, en se référant à l'agence principale afin d'assurer une séquence coordonnée des activités; et obtenir un consensus avec la principale agence d'exécution pour les arrangements de planification, de coordination, et de communication, afin de faciliter la mise en œuvre du plan • <u>Vérification</u>: En plus de confirmer la conformité aux objectifs de consommation/production dans les accords pluriannuels, les vérifications indépendantes de la consommation et de la production de HCFC ont été un outil utile pour aider les pays visés à l'Article 5 à améliorer leurs systèmes de licences et de quotas des importations et des exportations de HCFC et les procédures pour une exploitation fiable de ces systèmes. Les rapports de vérification relèvent de la responsabilité de l'agence d'exécution principale du PGEH et sont obligatoires pour tous les pays non-FVC, tandis que pour les pays FVC, un échantillon de 20% de ces pays est choisi aux fins de vérification pour toute année donnée 	<p>Les coûts d'appui d'agence pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale varient entre 6,5 % et 9,0 %, selon le type et le coût du projet</p> <p>Les coûts d'appui d'agence pour les agences bilatérales et pour le PNUD varient entre 11% et 13%, selon le type et le coût du projet</p> <p>Les coûts associés aux vérifications dans les pays non-FVC sont normalement couverts par les coûts d'appui d'agence des agences d'exécution principales, tandis que les coûts des vérifications dans les pays FVC sont approuvés par le Comité exécutif</p>

Source de financement	Rôles et responsabilités	Modalités de financement
PAC - PNUE ⁹	<p>Le PNUE coordonne le PAC, un mécanisme régional de renforcement des capacités qui promeut l'échange d'informations, d'expérience et de savoir-faire pour répondre aux engagements du Protocole de Montréal, communiquer des données, adopter et appliquer les politiques, adopter les technologies, et renforcer les BNO. Le PAC joue un rôle clé dans l'apport d'assistance aux pays visés à l'Article 5 dans la préparation et la soumission de données de l'Article 7 et des données PP au Secrétariat de l'Ozone et au Secrétariat du Fonds, respectivement.</p> <p>Le PAC a également d'autres fonctions, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apporter une assistance spéciale pour la conformité, répondre aux demandes et assurer la formation des BNO et faciliter la mise en œuvre • Renforcer les capacités, assurer la formation, les services d'information et de soutien pour renforcer la capacité nationale des parties prenantes (par ex. agents de douane, techniciens de réfrigération, associations de réfrigération), établir un environnement habilitant pour la mise en œuvre du Protocole • Servir de centre de coopération Sud-Sud et Nord-Sud permettant la coopération entre deux ou plusieurs pays sur des difficultés techniques ou de politiques particulières dans la mise en œuvre du Protocole • Assurer des services de coordination des informations, des communications et de l'éducation à l'échelle mondiale pour fournir des publications, des services en ligne et des outils pouvant être utilisés à l'appui des objectifs du Protocole • Assurer des services d'aide à la conformité axés sur des pays particuliers, afin de répondre aux divers besoins en matière de conformité indiqués par les BNO 	<p>Le budget pour le PAC a été approuvé pour la première fois en 2002. Les demandes de financement pour le budget du PAC (incluant 8% pour les coûts d'appui d'agence) sont soumises à l'examen du Comité exécutif sur une base annuelle. Les demandes comprennent un rapport périodique détaillé sur les activités exécutées durant l'année précédente, un rapport financier sur les décaissements et un programme de travail pour l'année suivante.</p> <p>Les soldes des budgets du PAC sont restitués au Fonds multilatéral sur une base annuelle</p> <p>Le Secrétariat examine les demandes et formule une recommandation</p>
Unités centrales	<p>Le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale ont établi des unités centrales, pour apporter des connaissances spécialisées et harmoniser les activités d'exécution du Protocole dans les pays visés à l'Article 5</p> <p>Les fonctions de l'unité centrale sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recueillir, examiner et préapprouver les demandes de projet • Répondre aux gouvernements et établir des accords juridiques • Préparer des propositions de projets 	<p>Les demandes de financement pour les coûts des unités centrales ont été approuvées pour la première fois en 2003</p> <p>Les demandes de financement pour les coûts des unités centrales sont soumises à l'examen du Comité exécutif. Le Secrétariat les étudie et donne sa recommandation. Les soldes des coûts de l'unité centrale, comme par exemple les</p>

⁹ Le PAC appuie 145 pays visés à l'Article 5, couvrant une vaste gamme en termes de taille, de population et de consommation et de production de substances réglementées. Les services du PAC comprennent un soutien technique pour le renforcement des capacités pour l'infrastructure de réglementation, les politiques, les systèmes de licences et de quotas, l'application et les techniciens de réfrigération.

Source de financement	Rôles et responsabilités	Modalités de financement
	<ul style="list-style-type: none"> • Détacher des consultants sur les lieux des projets • Présenter et assurer le suivi des propositions de projets soumises au Comité exécutif pour approbation; • Coordonner différentes activités avec le Secrétariat du Fonds • Préparer des accords de mise en œuvre et des mandats pour les sous-traitants • Mobiliser des équipes d'exécution pour les projets approuvés, en utilisant des mécanismes appropriés d'appels d'offres et d'évaluation • Traiter les documents de contrats et de comptabilité liés aux projets approuvés • Rendre compte des résultats des projets et du programme (préparer des rapports périodiques et des rapports d'achèvement de projet) • Préparer des plans d'activités sur la base des communications avec les gouvernements sur leurs besoins et des priorités • Préparer des rapports financiers périodiques • Faire le suivi sur l'état de la mise en œuvre, incluant les missions dans les pays s'il y a signes de retards indus ou de difficultés • Communiquer au Secrétariat des opinions sur les documents de politique et les problèmes le cas échéant • Participer aux réunions du Comité exécutif, et du Secrétariat 	<p>coûts de la Banque mondiale, sont restitués au Fonds multilatéral</p> <p>Les coûts des unités centrales servent également d'une part, de coûts directs pour couvrir, entre autres, le personnel spécialisé et le personnel opérationnel, les installations et les équipements, et les services du programme (par ex., mobilisation des ressources, surveillance, évaluation et gestion); et d'autre part, de coûts indirects pour couvrir, notamment, l'administration centrale des ressources humaines, financières, matérielles et des ressources des technologies de l'information, ainsi que les responsabilités juridiques</p>

Analyse détaillée par pays des coûts des BGP, du RI et des coûts d'appui d'agence

12. Pour l'analyse détaillée par pays demandée dans la décision 82/82(b), le Secrétariat a examiné la phase I des PGEH (et des accords connexes) de 34 pays non-FVC, dont la Chine, et la phase I des PGEH de 29 pays FVC, ainsi que les projets RI approuvés pour ces pays depuis la date d'approbation de leur PGEH.

13. Les informations ci-après sont utilisées pour faire l'analyse:

- (a) Nombre d'années de mise en œuvre de la phase I du PGEH indiqué au paragraphe 1 et à l'Appendice 2-A de l'Accord conclu avec le Comité exécutif; une année supplémentaire a été ajoutée pour permettre d'achever la mise en œuvre du PGEH conformément au paragraphe 14 de l'Accord;
- (b) Coût total du PGEH (incluant les coûts d'appui d'agence) indiqué dans l'Appendice 2-A de l'Accord. Ce coût représente les coûts combinés du projet et les coûts d'appui d'agence lorsque le PGEH est mis en œuvre avec l'assistance de plus d'une agence;
- (c) Les budgets approuvés du BGP sont extraits du document de projet indiquant les coûts globaux de la phase I du PGEH présentés à l'examen du Comité exécutif; le coût annuel du BGP est calculé en divisant le coût total du BGP par le nombre d'années de mise en œuvre de la phase I du PGEH; et

- (d) Le coût du RI représente le coût combiné total de tous les renouvellements du RI qui ont été approuvés par le Comité exécutif depuis l'année où la phase I du PGEH a été approuvée; Le coût du RI par année est calculé en divisant le coût total combiné de RI par le nombre d'années de mise en œuvre de la phase I du PGEH.

Pays non-FVC

14. Le Tableau 2 présente les informations sur 34 pays non-FVC sélectionnés aux fins d'analyse représentative.

Tableau 2. Informations de 34 pays non-FVC utilisées pour l'analyse demandée dans la décision 82/82(b)

Pays	Nbre d'années	Coût du PGEH (\$US)			% d'appui \$	Coût du BGP (\$US)		% BGP \$	Coût du RI (\$US)	
		Total	Projet	Appui		Total	Par an		Total	Par an
Analyse de 33 pays non-FVC, excluant la Chine										
Afghanistan	11	757 655	679 101	78 554	11,57	66 869	6 079	9,85	642 000	58 364
Algérie	9	2 146 062	1 993 331	152 731	7,66	150 000	16 667	7,53	257 400	28 600
Argentine	9	11 597 593	10 775 154	822 439	7,63	400 000	44 444	3,71	1 420 746	157 861
Bahreïn	13	3 033 814	2 808 985	224 829	8,00	165 000	12 692	5,87	230 000	17 692
Bangladesh	10	1 692 305	1 556 074	136 231	8,75	-	-	-	426 400	42 640
Bésil	6	21 027 388	19 417 866	1 609 522	8,29	950 000	158 333	4,89	800 280	133 380
Chili	6	1 936 306	1 786 455	149 851	8,39	102 433	17 072	5,73	798 434	133 072
Colombie	7	7 338 594	6 821 483	517 111	7,58	336 363	48 052	4,93	1 179 568	168 510
République démocratique du Congo	8	527 150	475 000	52 150	10,98	60 000	7 500	12,63	149 540	18 693
République Dominicaine	10	1 826 192	1 696 225	129 967	7,66	100 000	10 000	5,90	746 891	74 689
Équateur	11	2 576 812	2 393 159	183 653	7,67	126 000	11 455	5,27	226 305	20 573
Égypte	10	9 164 414	8 520 815	643 599	7,55	667 000	66 700	7,83	1 269 475	126 948
Inde	5	22 969 344	21 994 490	974 854	4,43	1 020 000	204 000	4,64	1 224 194	244 839
Indonésie	9	13 661 136	12 692 684	968 452	7,63	450 000	50 000	3,55	1 236 880	137 431
République islamique d'Iran	9	10 869 327	9 994 338	874 989	8,75	390 000	43 333	3,90	791 210	87 912
Jordanie	9	3 579 964	3 329 317	250 647	7,53	100 000	11 111	3,00	819 171	91 019
Kenya	7	1 009 000	900 000	109 000	12,11	90 000	12 857	10,00	497 468	71 067
Liban	8	2 682 242	2 495 109	187 133	7,50	232 300	29 038	9,31	707 210	88 401
Libye	5	2 042 462	1 908 843	133 619	7,00	4 000	800	0,21	329 279	65 856
Malaisie	7	10 306 530	9 587 470	719 060	7,50	600 000	85 714	6,26	1 274 520	182 074
Mexique	11	19 421 177	18 066 211	1 354 966	7,50	242 000	22 000	1,34	1 558 570	141 688
Maroc	9	1 383 246	1 286 740	96 506	7,50	80 000	8 889	6,22	0	0
Nigeria	7	5 309 242	4 938 830	370 412	7,50	356 634	50 948	7,22	1 445 600	206 514
Pakistan	7	5 881 713	5 448 849	432 864	7,94	-	-	-	1 248 037	178 291
Panama	6	364 561	335 545	29 016	8,65	39 000	6 500	11,62	681 720	113 620
Pérou	6	310 111	282 671	27 440	9,71	50 000	8 333	17,69	304 403	50 734
Philippines	7	2 495 965	2 295 000	200 965	8,76	230 000	32 857	10,02	998 211	142 602
Arabie saoudite	10	14 421 066	13 420 971	1 000 095	7,45	500 000	50 000	3,73	200 000	20 000
Afrique du Sud	10	6 990 905	6 533 556	457 349	7,00	420 000	42 000	6,43	0	0
Thaïlande	8	19 394 412	18 108 630	1 285 782	7,10	1 276 633	159 579	7,05	1 234 138	154 267
Tunisie	6	1 966 209	1 800 195	166 014	9,22	150 000	25 000	8,33	247 270	41 212
Turquie	9	15 263 964	14 223 540	1 040 424	7,31	500 000	55 556	3,52	1 112 800	123 644
Viet Nam	6	9 809 397	9 125 020	684 377	7,50	532 572	88 762	5,84	661 506	110 251
Total		233 756 258	217 691 657	16 064 601	7,38	10 386 804	1 386 271	4,77	24 719 226	3 232 443
Chine										
Coord. national	6	387 000	360 000	27 000	7,50	23 400	3 900	6,50		

Pays	Nbre d'années	Coût du PGEH (\$US)			% d'appui \$	Coût du BGP (\$US)		% BGP \$	Coût du RI (\$US)	
		Total	Projet	Appui		Total	Par an		Total	Par an
Mousse PU	6	78 303 870	73 000 000	5 303 870	7,27	3 650 000	608 333	5,00		
Mousse XPS	6	53 670 860	50 000 000	3 670 860	7,34	2 807 000	467 833	5,61		
ICR	6	65 396 900	61 000 000	4 396 900	7,21	3 965 000	660 833	6,50		
RAC	6	80 432 150	75 000 000	5 432 150	7,24	4 236 550	706 092	5,65		
Solvant	6	5 362 500	5 000 000	362 500	7,25	325 000	54 167	6,50		
Entretien	6	6 278 400	5 640 000	638 400	11,32	400 000	66 667	7,09		
Total		289 831 680	270 000 000	19 831 680	7,35	15 406 950	2 567 825	5,71	1 778 400	296 400

15. Les observations ci-après découlent des données du Tableau 2:

- (a) Pour les 33 pays non-FVC, à l'exclusion de la Chine, les coûts d'appui d'agence moyens ont représenté 7,38 % du coût total du projet. Les coûts d'appui d'agence supérieurs à 7,5 % des coûts totaux résultent de la participation des agences bilatérales et du PNUE dans la mise en œuvre des projets;
- (b) Le financement combiné moyen des BGP ont représenté 4,77 % des coûts totaux des projets. Le financement des BGP n'a pas été demandé durant la phase I des PGEH pour le Bangladesh et le Pakistan, tandis que le financement des BGP de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Panama, du Pérou et des Philippines était de 10 % ou plus du coût total des projets;
- (c) Le niveau de financement approuvé pour les BGP a été examiné par le Secrétariat au moment où la phase I du PGEH a été soumise au Comité exécutif pour approbation. Les niveaux de financement étaient liés au nombre d'employés techniques et administratifs requis pour les activités et les secteurs indiqués, au nombre d'entreprises à reconverter et leur répartition sectorielle et géographique, ainsi qu'aux activités associées au secteur de l'entretien en réfrigération. Les pays visés à l'Article 5 ayant le financement le plus élevé des BGP par rapport au coût global du PGEH menaient essentiellement des activités de mise en œuvre dans le secteur de l'entretien;
- (d) Plusieurs des 33 pays visés à l'Article 5 retenus dans l'analyse ont reçu des fonds pour la reconversion d'entreprises de fabrication à base de HCFC à titre de projets autonomes antérieurement à l'approbation de leur phase I (par ex., Algérie, Argentine, Bangladesh, Colombie, République dominicaine, Égypte, Jordanie, Mexique, Maroc, Pakistan, Philippines, Arabie saoudite, et Turquie). Ces projets autonomes n'incluaient pas le financement des BGP (l'assistance technique, le soutien de consultants et les activités de formation, par exemple, pourraient aussi être considérés comme des activités d'assistance technique liées au projet, et faire partie des coûts du projet). La majorité de ces projets étaient en cours de mise en œuvre au moment où ils étaient soumis avec la phase I des PGEH;
- (e) Les pays visés à l'Article 5 n'ont pas tous soumis des demandes de renouvellement de RI tous les deux ans. Ainsi, la dernière demande de financement de RI a été soumise par le Maroc à la 59^e réunion. Comme l'Afrique du Sud a été reclassée comme pays visés à l'Article 5, le financement de RI n'a pas été approuvé;
- (f) Le financement combiné total du RI approuvé pour les 33 pays visés à l'Article 5 (à l'exception de la Chine) s'est élevé à 24 719 226 \$US ou 11,2 % des couts combinés des PGEH. Le financement combiné annuel de RI de 3 232 443 \$US était environ trois fois plus élevé que le financement combiné annuel de financement de BGP de

1 386 271 \$US;

- (g) Dans le cas du PGEH de la Chine, les coûts d'appui d'agence combinés représentaient 7,35% des coûts combinés totaux de la phase I du PGEH, tandis que les coûts combinés du BGP représentaient 5,71 % des coûts combinés totaux de la phase I du PGEH. Le financement total du RI pour la Chine depuis l'approbation de la phase I du PGEH s'élevait à 1 778 400 \$US, soit 0,66 % du coût total du PGEH et 11,54 % des coûts totaux du BGP; et
- (h) Le Tableau 1 contient un sommaire des activités exécutées au titre des projets de RI qui sont différentes des activités liées au BGP. Concernant l'analyse demandée dans la décision 82/82(b), l'Annexe II au présent document présente un sommaire des activités réelles de RI en cours de mise en œuvre dans les 33 pays non-FVC énumérés dans le Tableau 2 (sachant que le financement de RI n'a pas été approuvé pour l'Afrique du Sud). Cette information est tirée des programmes de travail respectifs des agences d'exécution approuvés par le Comité exécutif.

Pays FVC

16. Pour la majorité des pays FVC, la phase I des PGEH liée à la réduction graduelle de la consommation de HCFC (essentiellement du HCFC-22) utilisés uniquement pour l'entretien de matériel de réfrigération et de climatisation. Le Comité exécutif est convenu de niveaux de financement maximaux pour les PGEH fondés sur le niveau de référence des HCFC aux fins de conformité (décision 60/44(f)(xii) et décision 74/50(c)(xii)).

17. Le Tableau 3 contient des informations des 29 pays FVC retenus pour l'analyse représentative.

Tableau 3. Informations de 29 pays FVC utilisées pour l'analyse demandée dans la décision 82/82(b)

Pays	Nbre d'années	Coût du PGEH (\$US)			% appui \$	Coût du BGP (\$US)		% BGP \$	Coût du RI (\$US)	
		Total	Projet	Appui		Total	Par an		Total	Par an
Albanie	11	346 750	315 000	31 750	10,08	50 000	4 545	15,87	497 952	45 268
Angola	7	191 840	176 000	15 840	9,00	36 000	5 143	20,45	575 232	82 176
Arménie	7	649 121	601 838	47 283	7,86	-	-	-	667 200	95 314
Barbade	9	312 880	280 000	32 880	11,74	20 000	2 222	7,14	299 520	33 280
Bolivie (État plurinational de)	11	347 130	315 000	32 130	10,20	33 500	3 045	10,63	258 684	23 517
Bosnie-Herzégovine	10	1 023 170	953 284	69 886	7,33	-	-	-	312 692	31 269
Botswana	7	616 000	560 000	56 000	10,00	30 000	4 286	5,36	100 061	14 294
Burkina Faso	12	702 300	630 000	72 300	11,48	120 000	10 000	19,05	309 915	25 826
Érythrée	10	232 500	210 000	22 500	10,71	17 000	1 700	8,10	145 000	14 500
Éthiopie	10	350 350	315 000	35 350	11,22	30 000	3 000	9,52	145 000	14 500
Georgia	11	538 468	500 900	37 568	7,50	41 100	3 736	8,21	267 001	24 273
Guatemala	11	480 606	442 137	38 469	8,70	66 500	6 045	15,04	159 744	14 522
Haïti	10	312 516	280 000	32 516	11,61	23 467	2 347	8,38	128 000	12 800
Honduras	11	691 000	630 000	61 000	9,68	90 000	8 182	14,29	145 000	13 182
Lao, République démocratique populaire	11	316 400	280 000	36 400	13,00	14 400	1 309	5,14	290 000	26 364
Monténégro	11	434 838	404 500	30 338	7,50	31 500	2 864	7,79	-	-
Namibie	16	1 009 000	900 000	109 000	12,11	100 000	6 250	11,11	205 000	12 813
Niger	10	617 125	560 000	57 125	10,20	45 000	4 500	8,04	234 828	23 483
Macédoine du Nord	12	1 107 250	1 030 000	77 250	7,50	-	-	-	-	-

Pays	Nbre d'années	Coût du PGEH (\$US)			% appui \$	Coût du BGP (\$US)		% BGP \$	Coût du RI (\$US)	
		Total	Projet	Appui		Total	Par an		Total	Par an
Oman	6	471 354	434 120	37 234	8,58	40 000	6 667	9,21	293 039	48 840
Qatar	9	1 243 000	1 150 907	92 093	8,00	90 000	10 000	7,82	113 920	12 658
Sénégal	11	693 637	630 000	63 637	10,10	60 000	5 455	9,52	693 580	63 053
Serbie	12	1 050 408	973 260	77 148	7,93	45 000	3 750	4,62	430 664	35 889
Somalie	10	337 050	315 000	22 050	7,00	66 000	6 600	20,95	145 000	14 500
Soudan	9	1 564 817	1 456 341	108 476	7,45	50 000	5 556	3,43	665 122	73 902
Turkménistan	12	700 954	652 050	48 904	7,50	30 000	2 500	4,60	77 000	6 417
Uruguay	6	408 504	380 004	28 500	7,50	82 000	13 667	21,58	687 648	114 608
Zambie	11	350 350	315 000	35 350	11,22	50 000	4 545	15,87	150 520	13 684
Zimbabwe	11	1 163 088	1 038 818	124 270	11,96	100 000	9 091	9,63	486 234	44 203
Total		18 262 406	16 729 159	1 533 247	9,17	1 361 467	137 005	10,06	8 483 556	935 134

18. 15. Les observations ci-après découlent des données du Tableau 2:

- (a) Pour tous les 29 pays FVC analysés, les coûts moyens d'appui d'agence représentaient 9,17% du coût total du projet. Ces coûts représentent l'assistance la plus importante accordée par les agences bilatérales et plus particulièrement par le PNUE dans la mise en œuvre de PGEH dans des pays FVC¹⁰;
- (b) Le financement combiné moyen pour les BGP a représenté 10,06% des coûts totaux du projet; il varie énormément, allant d'une absence de demande de financement (Arménie, Bosnie-Herzégovine et Macédoine du Nord) à plus de 20% (Somalie). En application des décisions du Comité exécutif, le financement du BGP fait partie du financement maximal admissible des PGEH pour les activités liées au secteur de l'entretien dans les pays FVC;
- (c) Les projets de RI pour le Monténégro et la Macédoine du Nord ont été inclus dans le financement approuvé pour la phase I du PGEH, et ne sont donc pas inclus dans le Tableau 3;
- (d) Le financement combiné total du RI approuvé pour les 27 pays visés à l'Article 5 (à l'exclusion du Monténégro et de la Macédoine du Nord) s'est élevé à 8 483 556 \$US, soit près de 50% des coûts combinés du PGEH. Le financement combiné annuel du RI est de 935 134 \$US, soit sept fois plus élevé que le financement combiné annuel du BGP de 137 005 \$US. Ceci démontre le rôle actif des BNO dans les pays FVC dans la mise en œuvre des PGEH; et
- (e) Comme pour les pays non-FVC, l'Annexe III au présent document fait le sommaire des activités effectives de RI au titre de la mise en œuvre actuelle dans les 27 pays FVC indiqués dans le Tableau 3. Des activités de vérification sont menées avec des fonds approuvés spécifiquement pour ces pays.

Observations du Secrétariat

19. Toutes les activités soumises au Fonds multilatéral pour appui, notamment les PGEH et les PGEH (le BGP est un des éléments de coûts); les projets de RI, les procédures de vérification pour

¹⁰ Le PNUE a indiqué que, dans la plupart des cas où il a travaillé comme agence principale avec la majorité des pays FVC pour la mise en œuvre du PGEH, les projets du PGEH ne comprennent pas un BGP. Tous ces projets, comportent un élément distinct pour la surveillance et l'évaluation. Cet élément est destiné à aider les pays FVC à assurer une mise en œuvre efficace de tous les éléments de projet au sein du PGEH par une surveillance régulière et la collecte de données afin de mesurer l'avancement des travaux en fonction de critères de performance.

les pays FVC (financées en dehors du PGEH); le PAC; et les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, ainsi que les coûts d'appui d'agence, dépendent des décisions du Comité exécutif.

20. La tranche de financement du PGEH et les demandes de renouvellement du RI apportent des données détaillées et des informations sur les progrès réalisés, les rôles et les responsabilités des agences d'exécution, les BNO et les BGP, ainsi que les coûts liés à ces rôles et responsabilités. Dans les pays visés à l'Article 5 qui ne disposent pas de budget pour le BGP dans le PGEH, le BNO est central à la mise en œuvre de toutes les activités, notamment la communication des données de l'Article 7 et du PP. Les rapports d'avancement de la mise en œuvre comprennent des indicateurs de performance vérifiables, le principal objectif visé étant la conformité de chaque pays à leurs obligations au titre du Protocole de Montréal et vise expressément les cibles indiquées dans l'accord signé avec le Comité exécutif.

21. Toutes les propositions font l'objet d'un examen complet et détaillé du Secrétariat, incluant les rapports financiers et la surveillance, avant d'être soumises au Comité exécutif pour examen et décision. Une telle analyse tient compte du risque de chevauchement des fonctions et des responsabilités des différents acteurs et des coûts liés aux activités de projet et à la surveillance, et conclut qu'il n'y a pas de double comptage, et que les risques d'augmentation des coûts sont limités, voire nuls.

22. Les agences bilatérales et d'exécution disposent de mesures de gestion et de performance décrites dans les documents de projet, soumettant régulièrement des rapports d'avancement et de dépenses sur la base desquels les décaissements sont effectués, et les demandes de tranche de PGEH et de phase de RI sont préparées et soumises.

Recommandation

23. Le Comité exécutif est invité à prendre note de l'examen du régime des coûts administratifs : analyse par pays sur les bureaux de gestion de projet, le renforcement des institutions, et les agences d'exécution, notamment les activités et les résultats au titre du Programme d'assistance à la conformité, les unités centrales et autres éléments du régime des coûts administratifs, ainsi que des informations sur la vérification indépendante du niveau national (décision 82/82(b)), figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/39.

Annex I

DUTIES AND COSTS ASSOCIATED AGENCIES IN IMPLEMENTING ODS PHASE-OUT ACTIVITIES¹

UNDP

1. UNDP has since 2010 been supporting HPMP implementation in 47 countries, and institutional strengthening projects in 22 countries. The HPMP funding approved in principle for UNDP between 2010 and 2018 for stage I amounts to US \$172,741,400, and the total for stage II is US \$241,704,497. The total PMU budget approved in principle for the same period amounts to US \$22,081,442. UNDP's core unit funding approved since 2010 totals US \$18,241,722, and programme support costs approved for HPMPs amount to US \$29,677,769. Institutional strengthening funding approved since 2010 is US \$21,608,065.

2. Core unit funding is approved by the Executive Committee to fulfil the UNDP's global core functions. Core unit costs are not linked to the approved HPMP, PMU, IS and funding. Administrative costs (core activities) are approved to cover the costs of UNDP's Montreal Protocol Unit staff and associated operating expenses. MPU staff coordinate the UNDP Montreal Protocol programme in all Article 5 countries with MLF projects. Staff functions include: preparing delegation of authority to UNDP country offices on project funding approved by the Executive Committee; draw up documents for signature; project implementation; oversight; coordination with other UNDP offices to ensure consistency of MLF programme implementation with UNDP policies and procedures; coordination with MLF Secretariat and the Executive Committee, Treasurer, other implementing agencies; policy advice to Article 5 countries; lead agency functions; business planning; knowledge management; trust fund management, including allocation and monitoring of approved funding and associated budgets as well as substantive (project); and financial reporting to MLF.

3. Administrative costs (project fees) are approved by the Committee to cover UNDP general management costs. General management costs are incurred by UNDP's central, regional and country offices to facilitate implementation of MLF and UNDP programmes funded from sources other than MLF. The fees paid by each source of funding as a percentage of project cost are distributed internally among various offices, including UNDP-MPU, central services and country offices. General management services provided by UNDP include, for example, legal, financial, human resources, travel, procurement, ICT and Security, and general administration. These costs are considered indirect costs since they cannot be directly attributed to a specific project. Without this larger UNDP infrastructure, it would not be possible for the small UNDP-MPU team to operate cost effectively to ensure successful delivery of MLF programmes.

UNEP

4. UNEP is currently responsible for implementing a portfolio of more than 450 ongoing Multilateral Fund projects in A5 countries. It is implementing 104 IS projects for which it does not receive support costs. The HPMP funding approved in principle for UNEP between 2010 and 2018 for stage I amounts to US \$28,143,604, and the total for stage II is US \$24,558,930. The total CAP budget approved in principle for the same period totals US \$85,102,259, and the associated support costs total US \$79,247,836. Unlike other implementing agencies, UNEP does not get core unit funding but CAP. Institutional strengthening funding approved since 2010 totals US \$28,340,583.

5. CAP funding is approved by the Executive Committee to fulfil the UNEP's global core functions. UNEP CAP staff support the project delivery in all A5 countries, whether UNEP is a lead or cooperating

¹ The information presented in this Annex has been provided by the implementation agencies.

agency, and whether or not a lead/cooperating agency has a PMU under its HPMP components. CAP provides technical and financial support to the NOUs related to IS and HPMP projects, as well as CAP services, which cover a wide range of areas, including technical capacity building support on regulatory infrastructure, policies, licensing and quota systems, enforcement, and the refrigeration servicing sector.

6. UNEP works with the majority of LVCs as a lead agency in the implementation of HPMPs. In most of the cases, the HPMP projects do not include a PMU, but a separate component on monitoring and evaluation. In some LVC countries, the PMU acronym stands for project monitoring unit, which is distinctly different from PMU as it is generally understood in the HPMP context. The Project Monitoring Unit applies to the NOUs which have two or more consultants under the component for monitoring and evaluation.

7. The monitoring and evaluation component assists LVCs to ensure effective implementation of all project components within the HPMP through regular monitoring and collection of data to measure progress against performance criteria. One of the important contributions to the successful implementation of HPMPs is that the M&E component ensures that monitoring of the implementation of various activities is done in a timely manner resulting.

8. UNEP implements a few non-LVC HPMPs as lead agency. The PMUs in those large countries are formal, organised units that support complex components of HPMPs. The unit is normally under the supervision and coordination of the NOU.

UNIDO

9. UNIDO is supporting HPMP implementation in 36 low-volume consuming (LVC) countries (excluding Croatia), 36 non-LVC countries in stage I and 15 non-LVCs in stage II of their HPMPs. UNIDO is the lead implementing agency for HPMPs in 33 countries and is the cooperating agency in 43 countries.

10. The HPMP funding approved in principle for UNIDO between 2010 and 2018 for stage I amounts to US \$227,283,003. This excludes the Croatia HPMP and the HCFC project in Syria. The total PMU budget approved in principle for the same period totals US \$18,665,302. UNIDO's core unit funding approved since 2010 totals US \$18,241,722. The programme support costs approved for UNIDO for HPMPs since 2010 amount to US \$34,098,731. This excludes the Croatia HPMP and HCFC project in Syria. Core unit funding is approved by the Executive Committee to fulfil the agency's global core functions. Core unit costs are not linked to the approved HPMP, PMU, IS and funding.

11. Since 2010, UNIDO has been supporting 14 countries with IS activities, including North Macedonia (Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM)), Montenegro and Turkmenistan for which IS activities are included in the HPMP. IS funding approved since 2010 totals US \$6,892,150. This amount excludes the IS included in the HPMPs for North Macedonia, Montenegro and Turkmenistan for which the approved funding in principle is included in the total HPMP funding. The IS projects for these three countries are a stand-alone component of each HPMP, and the activities are implemented in accordance with the IS guidelines.

12. UNIDO has a direct execution model for the PMU budget and the institutional arrangements are the same in all countries where UNIDO is operating since they all follow the same UNIDO rules and project implementation guidelines. The PMU budget is used to finance staff and travel costs and project execution and coordination. When missions are required for PMU staff, individual travel requests are authorized by the project manager and administratively managed centrally by UNIDO.

13. The PMU is not involved in UNIDO's core activities, and its budget and costs are independently managed from the IS funds. The PMU budget is managed as a separate project component and with separate contractual arrangements, TORs and reporting requirements. The approved support costs provide for project implementation and are used to cover UNIDO's administrative operations. UNIDO centrally manages support costs to cover the administrative costs related to project implementation.

The World Bank

14. The Bank has since 2010 been supporting stage I and II HPMP implementation in six countries, and two in institutional strengthening. The HPMP funding approved in principle for the Bank between 2010 and 2018 for stage I amounts to US \$104,629,584, and the total for stage II is US \$168,753,947. The total PMU budget approved in principle for the same period totals US \$14,617,917. The Bank's core unit funding approved since 2010 totals US \$13,797,644 of which US\$1,624,941 was returned. The programme support costs approved for the Bank for HPMPs since 2010 amount to US \$24,719,405.

15. The Bank supports Jordan and Thailand in implementing each country's IS projects. IS funding directly supports the NOU to manage all aspects of Montreal Protocol implementation. Institutional strengthening funding approved for the Bank since 2010 is US \$1,905,976.

16. The Bank has three types of PMU arrangements: autonomous PMU operating parallel to the NOU; PMU reporting to the head of the NOU or other manager in the agency or ministry responsible for Montreal Protocol implementation; and integrated PMU working within the NOU and reporting to the head of the NOU or other manager in the agency or ministry responsible for Montreal Protocol implementation.

17. The Bank requires under an overall grant agreement that a country recipient of MLF grant funding maintains a project management unit(s) during project implementation with "composition, power, function, staffing and resources," appropriate to fulfilling project responsibilities. The institutional arrangements, responsibilities, and financing of the PMU are described in the agreement and the project appraisal document, and, further detailed in a mandated "project implementation manual." The Bank's overall agreement with the government not only outlines roles and responsibilities, but also requires the country, through the PMU, to continually monitor and evaluate the progress of the project and regularly submit progress and financial reports. This includes "interim financial reports" semi-annually, and an annual audited financial statement within six months after a calendar year, and semi-annual progress reports. Timely submission of documents required by the Executive Committee is also reflected in the grant agreement.

Annex II

**CURRENT INSTITUTIONAL STRENGTHENING IMPLEMENTATION
IN 33 NON-LOW-VOLUME-CONSUMING COUNTRIES**

Country	Meeting	Description
Afghanistan	80	Consult on the HCFC-based equipment ban; hold meetings with customs department on data collection, field surveys and visits; raise awareness among stakeholders of the forthcoming ban on HCFC-based equipment; continue training in good practices and strengthen cooperation with the customs department, ministries and industry associations; and start preparatory work on enabling activities to facilitate Kigali Amendment ratification.
Algeria	73	Ensure the sustainability of ozone unit activities; continue the implementation of the existing licensing and quota system; coordinate the implementation of HPMP activities; continue information dissemination and awareness raising; collect and report data to the Ozone and Multilateral Fund Secretariats.
Argentina	82	Through the NOU, strengthen and ensure sustainability of HPMP activities implemented in the servicing sector including technical assistance to end-users for low-GWP alternatives selection and strengthening the legal framework to support activities; coordinate activities with stakeholders; collect and submit CP and Article 7 data; participate in regional network and Montreal Protocol meetings; and continue public awareness activities, including celebration of International Ozone Day.
Bahrain	81	Continue to work with stakeholders and update them on Montreal Protocol-related decisions to ensure engagement in implementation of the HPMP and HFC phase-down enabling activities; continue to operate the quota and licensing system; start procedures for Kigali Amendment ratification; initiate the licensing and quota system updates to include HFCs; pursue efforts to identify feasible ODS alternatives (not-in-kind technologies); continue awareness raising; continue to prepare CP and Article 7 data reports.
Bangladesh	77	Continue implementing and monitoring stage I of the HPMP and ODS-related activities; adopt and implement policies, strategies, and ODS control measures; maintain close cooperation with customs and stakeholders to prevent illegal trade in ODS and to monitor HCFC imports; raise awareness and exchange information on ozone layer protection and its linkage to climate change; assist in submitting investment activities under stage II of the HPMP and commence activities upon approval; work with refrigeration and air-conditioning industry to identify and facilitate adoption of low-GWP alternatives.
Brazil	75	Support coordination and monitoring of the implementation of stage I of the HPMP and the initiation of stage II through consultations with stakeholders to continuously review the work plan and update the evolving legislation and rules to ensure the control, monitoring, oversight and proper use of ODS and alternative substances; coordinate the ODS disposal demonstration project and integrated management of the chillers sector; ensure the enabling environment to undertake ODS import controls, participation in Montreal Protocol meetings, continued information dissemination on national legislation and regulations to protect the ozone layer, and awareness raising; and hire consultants to strengthen the NOU technical team and to develop work, studies, and the collection of data on ODS alternatives.
Chile	79	Work with public and private entities to enforce HCFC consumption control measures and coordinate activities including investment projects, training programmes on good refrigeration practices, and public awareness activities; initiate the internal process for the ratification of the Kigali Amendment; continue to participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
China	82	Improve policy formulation and enforcement; strengthen international communication; strengthen coordination with related agencies and stakeholders; improve data collection and reporting; and improve the project management capacity of the PMU which will ensure communication with bilateral and implementing agencies in its daily operation, and continue to practice efficient programme management, awareness raising and data reporting, and expand its capabilities to ensure successful ODS phase-out; and attend relevant regional network and Montreal Protocol meetings.

Country	Meeting	Description
Colombia	79	Implement stage II of the HPMP; initiate the process for ratification of the Kigali Amendment; consult with the Climate Change office, Energy Department, and other stakeholders to coordinate efforts through the Montreal Protocol and the UNFCCC; collect and analyze data on ODS alternatives; participate in regional and Montreal Protocol meetings; celebrate International Ozone Day; and continue other awareness activities.
Democratic Republic of Congo	77	Disseminate information and raise awareness including Ozone Day celebration and awareness on low-GWP alternatives to HCFCs; coordinate HPMP activities with stakeholders; promote and enforce the licensing and quota system; continue training of refrigeration technicians; establish incentives on imports of hydrocarbons and develop incentive programmes for enterprises to convert refrigeration equipment; monitor and evaluate HPMP activities; organize annual stakeholder workshops; collect and report ODS data to the Fund and Ozone Secretariats; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Dominican Republic	82	Ensure the operation of the HCFC/HFC licensing and quota system; develop national capacities to allow efficient Montreal Protocol implementation; monitor and control imports and use of HCFCs; facilitate access to and use of low GWP alternatives; train RAC servicing technicians, customs officers and enforcement inspectors; foster partnerships with public and private sectors; and implement public awareness campaigns; prepare for the ratification of the Kigali Amendment and HFC phase-down through the implementation of the revised regulation and through enabling activities.
Ecuador	76	Implement the ODS licensing system; train customs officials on ODS illegal trade; increase controls on imports of ODS equipment and HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols; report ODS data and CP activities; train RAC technicians to promote the use of HCFC alternatives and refrigerant recovery and recycling; and carry out public awareness campaigns.
Egypt	81	Continue to enforce and operate the electronic database connection between the NOU and customs, and initiate consultations to extend the database to include HFCs; coordinate implementation of the foam sector phase-out plan under stage II; manage and monitor HCFC imports through the quota system; promote Kigali Amendment ratification and review and propose regulation amendments; carry out awareness activities on the ban of HCFCs in pre-blended polyols and celebrate international ozone day; and attend regional network and Montreal Protocol meetings.
India	76	Sustain ODS phase-out; monitor effective implementation of stage I of the HPMP; finalize and implement the strategy for stage II; strengthen institutional networks to achieve the compliance targets; continue implementation and enforcement of the Amended Rules (2014) for ODS; and intensify implementation of information outreach activities involving all stakeholders.
Indonesia	80	Provide support for completion of stage I of the HPMP and implementation of stage II through the enforcement of policies, strategies, control measures, technical assistance and monitoring mechanisms, cooperation with stakeholders, and public awareness; support implementation of enabling activities for the Kigali Amendment; ensure timely submission of data to the Fund and Ozone Secretariats and participate in regional network meetings and Montreal Protocol meetings.
Islamic Republic of Iran	82	Control and monitor all ODS consumption; submit CP and Article 7 data; monitor projects and activities under stage II of the HPMP through close coordination with the implementing agencies and relevant stakeholders; coordinate with the Customs department and Trade Promotion Organization and with the Ozone Cells in provinces to implement ODS policy and control measures; carry out awareness-raising and training activities; implement the enabling activities project to facilitate ratification of the Kigali Amendment; and participate in relevant regional and international meetings.

Country	Meeting	Description
Jordan	82	Monitor importers and industry, train customs officers, and build capacity to track ODS use; implement public awareness activities, and attend ozone-related meetings; oversee HPMP activities to convert about 80 enterprises (refrigeration and foam subsectors) in coordination with the PMU; support the RAC sector with training, technician certification, demonstration projects, and advice on setting-up refrigerant recovery, recycling and reclamation centers; coordinate training on handling and using ODS alternatives; promote study tours to provide technical assistance and exchange information and experiences on ODS alternatives; assist in the development of an electronic management system to include HCFCs and HFC enterprises; raise awareness on HFCs and the Kigali Amendment.
Kenya	80	Train RAC technicians, customs and enforcement officers to support ODS regulations implementation; raise awareness and distribute materials to stakeholders; ensure timely data submission to the Ozone and Fund Secretariats; coordinate completion of stage I of the HPMP, and launch the second stage of the HPMP; participate in regional and international meetings of the Montreal Protocol; and engage policy makers for the early ratification of the Kigali Amendment.
Lebanon	82	Implement a public awareness strategy with a special focus on the RAC servicing sector; amend, if necessary, the existing legislation and ODS licensing system to accommodate HFCs and ensure future enforcement of those regulations; facilitate the ratification of the Kigali Amendment with support from the enabling activities for the preparation of a cooling plan, and development of a Minimum Energy Performance Standard; recruit technical consultants and a legal advisor to assist in developing national policies; update the appropriate guidelines for monitoring and evaluation of ODS phase-out projects; and ensure implementation of stage II of the HPMP; participate in the negotiations related to the HFC phase-down guidelines at Montreal Protocol meetings, and participate in regional network meetings.
Libya	81	Continue to monitor HCFC consumption through the licensing and quota system; issue quotas for 2018 and 2019 in line with the Agreement with the Executive Committee and decision XXVII/11; monitor HCFC distribution by sub-sector; continue to coordinate activities with stakeholders on future HFC phase-down; coordinate enabling activities to facilitate Kigali Amendment ratification; carry out information dissemination and awareness; report CP and Article 7 data; and participate in regional and Montreal Protocol meetings.
Malaysia	80	Coordinate completion of stage I of the HPMP, implementation of stage II, and preparations for HFC phase-down; enforce policies, strategies, control measures, technical assistance and monitoring mechanisms; support monitoring activities under stage II including the investment project in the foam sector, technical assistance in the RAC sector, and regulations and measures to control HCFC consumption; initiate enabling activities for Kigali Amendment ratification.
Mexico	82	Prepare the basis for legislative and regulatory measures to be adopted; monitor ODS import and consumption data; collect and submit CP and Article 7 data; implement the quota system to ensure sustainability of the 35 per cent reduction in HCFC consumption in 2018 and 2019; implement stage II of the HPMP, and the HFC conversion projects; coordinate the HFC enabling activities project; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Mexico	7	Support for the Ozone Protection Unit to develop a tracking system for production and imports, preparation of investment project proposals, coordination with industry and implementing agencies, training programmes, negotiate voluntary agreements, update country programme and public information.
Morocco	59	To continue implementing the national ODS phase-out plan including training of refrigeration technicians, operation of the recovery and recycling centres and enforcement of the licensing system; facilitate the preparation and implementation of the HPMP; and submit reports to the Fund and Ozone Secretariats.
Nigeria	82	Increase awareness raising; strengthen collaboration with chemical regulatory agencies, particularly with regard to data reporting; coordinate with industry stakeholders; and build capacity for sustainable implementation of the Montreal Protocol.
Pakistan	82	Hold awareness workshops targeting industry, importers and the general public; train servicing technicians and promote good refrigeration practices; train customs officers; celebrate International Ozone Day; implement awareness activities targeting youth and environmental

Country	Meeting	Description
		university; participate in Montreal Protocol and regional network meetings; implement enabling activities to ratify the Kigali Amendment; collaborate with the National Standards body on the development of safety standards for HC technology; make policy to ensure the safe handling of ODS and the adoption of standards and practices for flammable refrigerants; monitor the quota system in collaboration with all the relevant stakeholders; and launch registration process for HFC importers, initially on a voluntary basis then as a policy.
Panama	80	Ensure sustainability of the phase-out and compliance with the Protocol's control measures; strengthen legislation; support industry and trade to adopt ODS alternatives and related technologies; maintain public awareness activities targeting illegal ODS trade; submit data reports to the Fund and Ozone Secretariats in a timely manner; attend Montreal Protocol meetings; coordinate and monitor the implementation of stage II of the HPMP including projects in the foam and RAC servicing sectors, and the regulations and measures to control HCFC consumption; aim to ratify the Kigali Amendment by the end of 2018.
Peru	80	Assist the national focal point and liaise with country authorities; promote Kigali Amendment ratification; continue implementation of the ODS quota and licensing system; coordinate with the Customs Authority to ensure ODS control measure implementation and illegal trade prevention; continue HPMP implementation and initiate stage II of the HPMP; engage stakeholders to control HCFC demand; raise public awareness; train RAC technicians in safe practices for flammable refrigerants; and strengthen RAC technicians' certification programme.
Philippines	79	Implement the licensing and quota system for HCFC import/export; submit data reports; pursue implementation of stage II of the HPMP; monitor ODS imports; conduct public awareness activities; monitor grant recipients of the foam sector plan; work to facilitate the ratification of the Kigali Amendment through additional public awareness.
Saudi Arabia	67	Coordinate the Montreal Protocol programme and update the legislative and regulatory measures; improve HCFC controls through the HCFC import quota system and update the licensing system to operate online; strengthen cooperation with the Customs Department; improve ODS data collection and illegal trade control; and with the Gulf Cooperation Council member countries and regional authorities, build the capacity of refrigeration technicians and customs officers, and conduct awareness-raising activities; finalize the preparation of the HPMP, and ensure data reporting to the Fund and Ozone Secretariats.
Thailand	82	Coordinate and implement the allocation of import quotas; monitor imports and exports with the Customs Department; technical assistance and build capacity including support to the Ministry of Energy to raise industry awareness regarding energy efficiency; conduct training workshops on HCFCs and HFCs for customs officials; and conduct public awareness activities.
Tunisia	74	Focus on activities to complete the methyl bromide phase-out (including coordination of the acquisition and distribution of phosphine generators for the fumigation of dates); start the operation and monitoring of the RRR centres in order to minimize imports of HCFCs, and acquire 20 refrigerant recovery units; continue coordinating the implementation of investment projects, training programmes for the RAC manufacturing sector operating with HCFC-22, the acquisition of a number of equipment and tools for vocational training centres, and the updating of training programmes for RAC technicians and training of customs officers to control imports of ODS; conduct a HFC survey; continue awareness efforts including seminars for the 30th anniversary of the Vienna Convention; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Turkey	80	Train and support the new generation of ODS alternatives; increase monitoring of ODS trade to combat illegal trade; collect data and report ODS; implement networking and awareness activities; initiate actions in coordination with the Ministry of Foreign Affairs to start the process of Kigali Amendment ratification.

Country	Meeting	Description
Viet Nam	82	Strengthen HCFC quota system enforcement, especially the control of HCFC-141b in pre-blended polyols; coordinate HPMP implementation; conduct awareness-raising activities, including International Ozone Day celebration, and activities supporting the operation of the RAC industry associations; submit CP and Article 7 data; and participate in international and regional meetings related to the Montreal Protocol.

Annex III

**CURRENT INSTITUTIONAL STRENGTHENING IMPLEMENTATION
IN 27 LOW-VOLUME-CONSUMING COUNTRIES**

Country	Meeting	Description
Albania	80	Continue activities to ensure approval and adoption of legislation; implement the new ODS legislation, develop capacities to promote Montreal Protocol implementation, monitoring and control of HCFC imports and use, and facilitate access to and use of new alternatives and technologies; continue training of RAC servicing technicians, customs officers and environment inspectors; foster partnerships with stakeholders; continue public awareness campaigns; and prepare for Kigali Amendment ratification and implement enabling activities for HFC phase-down.
Angola	80	Continue the training programme for RAC technicians, and customs and enforcement officers to support the enforcement of ODS regulations; maintain database of importers, improve coordination of the allocation of HCFC licenses and quotas, and organize meetings to analyze annual quotas; revise and submit ODS data for approval; engage in regional and international meetings of the Montreal Protocol; and engage policy makers for the early ratification of the Kigali Amendment.
Armenia	82	Monitor and identify the consumption of controlled substances; follow up on policies and regulations for improvements; coordinate matters on illegal trade with Customs; raise awareness of technicians on refrigerant recycling and recovery; cooperate and coordinate with ministries and inter-ministerial bodies, advisory groups, and stakeholders; collect and submit CP and Article 7 data; organize Ozone Day celebrations; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Barbados	82	Monitor the implementation of the licensing and quota system; sustain ODS phase-out achieved; strengthen partnerships between the NOU and regional and international partners, and the Climate Change Unit and the Energy Division on Kigali Amendment implementation; coordinate HPMP implementation and HFC phase-down preparatory activities; and continue awareness-raising activities targeting the public and stakeholders.
Bolivia (Plurinational State of)	80	Provide assistance to the national focal point for the Montreal Protocol and liaise with authorities; promote Kigali Amendment ratification; continue to implement the ODS quota and licensing system; coordinate with Customs to prevent illegal trade; coordinate stage I of the HPMP implementation with stakeholders; carry out awareness activities; train servicing technicians in safety practices for flammable refrigerants; and strengthen the implementation of the certification system for RAC technicians.
Bosnia and Herzegovina	80	Build capacity to target the HCFC consumption phase-out targets and enhance ongoing regulatory efforts; improve HCFC controls and track the promulgation and enforcement of policy and legislation; cooperate with the customs authorities to prevent illegal trade, and with the RAC Association to support activities in the sector; ratify the Kigali Amendment and initiate enabling activities for early action to phase down HFCs.
Botswana	76	Coordinate HPMP activities including implementation of ODS regulations, enforcement of the licensing and quota system, regular monitoring of ODS imports through the National Licensing Committee, and training of customs and enforcement officers and technicians including the establishment of a training syllabus for the RAC association; implement public awareness activities; report ODS data; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Burkina Faso	79	Coordinate stage I of the HPMP including submission and implementation of the third tranche; disseminate information and raise awareness; promote the licensing and quota system and its enforcement, and provide information about annual quotas to importers; strengthen the capacity to fight illegal trade; train refrigeration technicians under the HPMP; monitor and evaluate; organize annual stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP alternatives; collect and report data to the Fund and Ozone Secretariats; and prepare for ratification of the Kigali Amendment.

Country	Meeting	Description
Eritrea	77	Coordinate the planned activities to achieve the phase-out of HCFCs; ensure an enabling environment for robust collaboration to fully engage with stakeholders; continue training RAC technicians and customs officers and conducting public awareness activities; engage custom officers to support the implementation and enforcement of ODS regulations; ensure the preparation of the report on the non-ODS alternatives survey.
Ethiopia	77	Strengthen the network between national institutions; conduct additional training for RAC technicians; implement public awareness activities; monitor HPMP activities; and ensure integration of Montreal Protocol objectives into national environmental policy and regulations.
Georgia	81	Further improve the regulatory framework by amending exemptions to ODS use, ensuring mandatory RAC technician certification, and regulating ODS-containing equipment import/export; continue enforcing ODS control measures and monitoring illegal ODS trade through customs and environmental officer training; prepare for Kigali Amendment ratification; report ODS consumption data; assist in HPMP implementation; raise awareness of stakeholders on UNFCCC and Montreal Protocol linkages, and of decision-makers on green procurement; cooperate with the Waste and Chemicals Management Service, relevant ministries and donor programmes to manage ODS-based waste electrical and electronic equipment; and participate in regional networks and Montreal Protocol meetings.
Guatemala	81	Continue activities such as the revision of ODS legislation to fulfill the Kigali Amendment requirements and the development of national capacities; monitor and control the import and use of HCFCs/HFCs; facilitate access to and use of new alternatives; continue HPMP implementation and public awareness activities, and foster partnerships with public and private sector stakeholders; promote Kigali Amendment ratification and HFC phase-down through enabling activities.
Haiti	75	Collect and report data to the Ozone and Fund Secretariats in a timely manner; strengthen the capacity of customs officials and technicians to allow for the transition to low-GWP energy-efficient alternatives; support the national refrigeration association; develop a public awareness and education campaign and strengthen relationships with stakeholders; remain active in regional network and Montreal Protocol meetings; and hire a legal consultant to develop legislation on refrigerants and the Ministerial resolution on the licence and quota system.
Honduras	75	Continue to apply and implement the national law for ODS (Acuerdo #006/2012) and the quota and licensing system; continue to liaise with national authorities; continue to implement HCFC phase-out activities and submit the third tranche of stage I the HPMP; collaborate with the main stakeholders to control HCFC demand; continue public awareness activities and training activities for RAC technicians; continue implementation of R&R activities; coordinate and collaborate with customs authorities; celebrate International Ozone Day; and participate in regional network meetings.
Montenegro	61	Continue implementing information campaigns and the issuance of newsletters; assist in the preparation of the HPMP; and data reporting.
Namibia	79	Coordinate implementation of the IS project and monitor implementation of stage I of the HPMP; train refrigeration technicians and customs officers; raise awareness through various means and distribute awareness materials to industry and other stakeholders; submit CP and Article 7 data; coordinate the completion of the second tranche and launch implementation of the third tranche of the HPMP; engage in regional and international meetings; and initiate the administrative procedures to ratify the Kigali Amendment by raising the awareness of key policy makers.
Niger	80	Disseminate information and raise awareness; coordinate HCFC phase-out activities; promote and enforce the licensing and quota system; train RAC technicians; continue monitoring and evaluation; hold stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP alternatives; collect and report data to the Fund and Ozone Secretariats; start preparatory activities to facilitate Kigali Amendment ratification; facilitate the verification of HCFC consumption targets to

Country	Meeting	Description
		expedite the submission of the second tranche of stage I; and ensure timely reporting of country programme data.
Oman	82	Submit CP and Article 7 data reports; monitor the licensing system and allocation of quotas on HCFC imports; assist in further developing appropriate activities for HPMP implementation; enforce regulatory controls on HCFC-based equipment; cooperate with custom authorities including customs training and distribution of refrigerant identifiers; update national regulations to include HFCs and facilitate the Kigali Amendment ratification through enabling activities; celebrate International Ozone Day; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Qatar	79	Follow up on policies and regulations for improvements with a view to moving forward the administrative procedures for the ratification of the Kigali Amendment; cooperate with ministries and inter-ministerial bodies and with advisory groups (NGOs and those in the refrigeration and air-conditioning and other sectors).
Senegal	80	Disseminate information and raise awareness; coordinate HPMP implementation; promote and enforce the licensing and quota system; provide information on annual quotas to importers; set up the technician certification programme; continue monitoring and evaluation; organize stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP alternatives; collect and report data to the Ozone and Fund Secretariats in a timely manner; and start preparatory activities to facilitate Kigali Amendment ratification.
Serbia	80	Support NOU liaison with the HCFC consumption sector; coordinate the submission of the subsequent tranche of the HPMP and ensure timely implementation of HPMP according to schedule; implement enabling activities and discuss the Kigali Amendment with relevant Government officials; update ODS regulations to introduce the ban on the import of HCFC equipment; and revise legislation in line with European Union F-gas legislation.
Somalia	77	Approve and adopt the legal instruments necessary to support the implementation of the ODS legislation; develop national capacity to allow for the implementation of the Montreal Protocol provisions; monitor and control HCFC imports and facilitate access to and use of new alternative substances and technologies; train technicians in the RAC servicing sector and customs officers, and foster partnerships with public and private sector stakeholders; submit CP and Article 7 data to the Fund and Ozone Secretariats; coordinate HPMP activities and completion of the project on ODS alternative survey; engage in regional and international meetings, workshops and events supporting the work of the Montreal Protocol.
Sudan	81	Enforce import regulations for HCFCs and the quota system, and ensure that import quotas are gradually reduced; coordinate HPMP implementation, monitoring and reporting; facilitate the Kigali Amendment ratification process through enabling activities; promote ozone and climate friendly alternative technologies; and encourage HCFC recovery, recycling and reclamation through the introducing of appropriate training and equipment; submit CP and Article 7 data; disseminate information on new technologies and policy developments related to the Montreal Protocol; expand training and equipment for customs officers and RAC technicians; organize celebrations of International Ozone Day; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Turkmenistan	61	Continue monitoring activities to sustain phase-out of CFCs; promote the recovery, recycling and reclamation scheme and organize training in the refrigerating sector; train customs officers and maintain co-operation with customs authorities; implement the methyl bromide phase-out project; finalize the legal system and regulatory acts; complete the preparation of its HPMP; and ensure data reporting.
Uruguay	80	Strengthen the legal framework through additional support from the Legal Office; allocate resources from stage II of the HPMP to support the IS project in terms of technical training, and revision and strengthening of the legal framework; work with entities to enforce HCFC consumption control measures and coordinate activities including investment projects, a training programme on good refrigeration practices, and continuous public awareness activities; initiate the internal process for Kigali Amendment ratification; continue to participate in regional network and international Montreal Protocol meetings.

Country	Meeting	Description
Zambia	77	Coordinate the implementation and monitoring of the HPMP; train technicians in the refrigeration sector; train customs officers to support the implementation and enforcement of ODS controls; conduct an awareness-raising programme through the mass media, non-governmental organizations, workshops, and information materials for stakeholders; report ODS data; and participate in regional network and Montreal Protocol meetings.
Zimbabwe	79	Implement IS and coordinate the implementation of stage I of the HPMP; train refrigeration technicians and customs officers; raise awareness; submit CP and ARTICLE 7 data; prepare the fourth tranche of stage I of the HPMP; engage in regional and international meetings; initiate and lead the administrative procedure to ratify the Kigali Amendment by raising the awareness of key policy makers.